

À moins de deux semaines de la reprise des cours en présentiel dans le second degré, le Snes-FSU a sollicité l'institut OpinionWay pour interroger les Français sur leur perception des conditions de cette rentrée, sur ses propositions pour la sécurité sanitaire des établissements et sur la stratégie vaccinale vis à vis des personnels de l'Éducation nationale. Depuis des mois, le Snes-FSU fait de nombreuses propositions pour préparer et sécuriser la réouverture des établissements comme pour accélérer la vaccination des personnels. Les résultats du sondage Opinion Way pour le Snes-FSU montrent que les Français approuvent majoritairement ces propositions.

Protocole, capteurs de CO2, tests, cantines, des mesures évidentes et partagées

Depuis plusieurs mois, de nombreuses voix s'élèvent pour exiger que les établissements scolaires soient équipés en capteurs de CO2. 75 % des Français y sont favorables. Plutôt que de se renvoyer la balle, quand l'État et les collectivités territoriales vont-ils prendre leurs responsabilités ?

Le protocole sanitaire doit poser des règles claires applicables partout. Les principes définissant les cas contacts et les conditions de fermeture d'une classe doivent être clairs. Ces derniers mois, les règles ont flotté, voire ont été allégées. Or un protocole strict et clair permet de casser les chaînes de contamination très rapidement. 83 % des Français y sont favorables.

Enfin la cantine est un moment reconnu comme exposant particulièrement au risque de contamination. Le Snes-FSU alerte sur cette situation depuis le 24 août. Il est possible de prendre des mesures qui permettent à tous les élèves d'avoir accès à un repas tout en renforçant la sécurité sanitaire, principe approuvé par 87 % des sondés.

Vaccination prioritaire et accélérée pour les volontaires, un objectif partagé, sauf par le gouvernement !

79 % des Français estiment que les enseignants et les personnels de l'enseignement doivent être vaccinés en priorité. Cela rejoint les demandes du Snes-FSU : au-delà de la protection individuelle face à l'exposition de personnels, il y a là des enjeux collectifs et politiques.

En suivant la stratégie vaccinale gouvernementale, l'immense majorité des personnels ne pourra être vaccinée qu'à partir de mi-juin, un calendrier "trop tardif" pour 75 % des personnes interrogées.

La « priorité » annoncée le 12 avril ne doit masquer les insuffisances des déclarations de Jean Castex la semaine dernière: les plus de 55 ans pouvaient déjà se faire vacciner depuis 3 jours et l'organisation précipitée, du jour pour le lendemain n'a pas permis de prévenir correctement tous les collègues concernés ce week-end !

Enseignement à distance, des Français dubitatifs

Le "crash" des solutions de travail à distance de ces dernières semaines a laissé des traces: 58% des Français ne font pas confiance au gouvernement pour régler ces difficultés et mettre à disposition des outils numériques satisfaisants.

Des actes, maintenant !

Il y a urgence à sortir des protocoles sanitaires « si possible », « au cas par cas ». Des règles claires doivent permettre de sécuriser la reprise et de garder les établissements scolaires ouverts.

Quelques mesures simples mais sérieuses, des demi-groupes en collège et en lycée, une politique de test moins hasardeuse, la priorité dans l'accès à la vaccination sont décisives pour mieux sécuriser sanitaire nos établissements et éviter que cette nouvelle rentrée se traduise une fois de plus par un échec dans la gestion de la pandémie.

Un conseil de défense se tient aujourd'hui et une réunion sanitaire est organisée demain, jeudi 22 avril, entre les organisations syndicales et le ministère. Le gouvernement va-t-il continuer d'ignorer les demandes des personnels, des organisations syndicales (dont bon nombre d'entre elles ont lancé une pétition sur les conditions de la reprise, aujourd'hui signée par plus de 49 000 personnes), de plusieurs scientifiques, de parents d'élèves....maintenant confirmées par l'opinion publique ?

Si l'Éducation nationale est bien la priorité que vantent le président de la République et le gouvernement, il faut des actes !